

France: face à la droite et l'extrême droite,

Comment étayer un projet d'émancipation sociale ?

Le choc du résultat du 1^{er} tour des élections présidentielles françaises a été immense. La riposte a été immédiate. Le 1^{er} mai, ce sont des centaines de milliers de salarié-e-s et de jeunes qui manifestent pour dire « Halte à Le Pen ! ». Mais ils défendent aussi leurs revendications sociales et nombre d'entre eux ne veulent pas se laisser endiguer dans une opération de soutien, de fait, au candidat du patronat: Chirac-MEDEF.

Combattre le lepénisme est une tâche importante. Depuis près de 20 ans, le Front national (FN) est officiellement – dans les faits, c'est autre chose! – tenu à l'écart par l'« establishment politique », de droite comme de gauche. Cela ne l'a pas empêché d'étendre son audience. L'heure du bilan a sonné.

Le résultat de qui et quoi ?

Les résultats du 1^{er} tour de l'élection présidentielle ne se résument de loin pas à la deuxième place de Le Pen.

- Ces élections marquent l'**effondrement de ladite « gauche plurielle »**. Jospin a perdu plus de 2,4 millions de voix. Hue (Parti communiste, modèle du POP/PdT) s'écroule et perd 1,7 million de voix, les deux tiers de ses voix de 1995. Seuls les Verts progressent un peu. Or, depuis 1997, cette « gauche plurielle » n'a cessé de faire des émules en Europe. En Suisse aussi, pensons: au « ticket » Calmy-Rey – Moutinot (PSG) – Cramer (Verts) – Deuber-Ziegler (Alliance de gauche: PdT/*solidaritéS*) lors des dernières élections genevoises; à la liste Bieler (Verts) – Chiffelle – Lyon (PS) – Zisyadis (POP) pour le Conseil d'Etat vaudois; ou encore à la « grande famille » de la gauche neuchâteloise (PS, pop-eco-sol).

- **La gauche radicale, anticapitaliste**, proposant une perspective socialiste, réalise une percée sans précédent: elle réunit presque 3 millions de voix (10,44%), trois fois plus que Hue. C'est 1,3 million de voix (+81%) de plus qu'en 1995. C'est cette gauche radicale représentée par **Arlette Laguiller** de Lutte ouvrière (LO) et **Olivier Besancenot** de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) qui a progressé le plus.

- La **droite parlementaire** perd 4 millions de voix.

- **L'extrême droite** progresse de 900 000 voix et approche des 20%.

- Jamais **l'abstention** (28,4%) n'a été aussi importante pour une présidentielle.

S'informer, débattre... avec cohérence

Des débats sur la situation politique et sociale française commencent et se poursuivront en Suisse romande, ainsi qu'en Suisse alémanique et italienne. Outre une compréhension plus exacte des traits du contexte français, ils peuvent servir à réfléchir et discuter sur quelques orientations politiques en Suisse.

La « gauche plurielle » genevoise, neuchâteloise ou vaudoise, est-elle d'une nature politique fondamentalement différente de son homologue française ? Certes le cadre social et politique n'est pas similaire. Les analogies font toutefois sens.

La politique exécutive de Ferrazzino (AdG/solidaritéS-indépendants), Hediger (AdG/Parti du Travail), Vaissade (Verts) et Tornare (PS) – ce dernier a participé à une opération de l'impérialisme suisse au Venezuela, début 2002, aux côtés de Couchepin, du patronat suisse, de Martina Hingis ! – ou celle de Calmy-Rey, Moutinot et Cramer ne répondent-elle pas à une logique très proche de celle de Jospin ? Si ce n'est que leur refus de s'appuyer sur l'action directe des salarié-e-s est encore plus marqué et que leur exaltation de l'Union Européenne relève soit de l'ignorance, soit d'une adhésion à sa politique d'austérité. Tous trompent, certains se trompent. Les salariés paieront.

Les « reniements » de la « gauche plurielle » sont la cause majeure de sa défaite du 21 avril et du score de Le Pen. Et ici ? La poussée de l'UDC aux dernières élections cantonales ne manifeste-t-elle pas un phénomène similaire ?

Lutte Ouvrière et la LCR ont toutes deux maintenu le cap d'une politique indépendante, de classe, en refusant le cadre du « réalisme » gouvernemental. Peut-on s'en réclamer et s'inscrire pratiquement dans le cadre d'une stratégie d'unité de la gauche plurielle, en lui lançant quelques critiques acerbes, comme le faisait de PCF et même, parfois Hue ?

Enfin, le sévère bilan de l'action de la « gauche plurielle », qu'on peut lire notamment dans *solidaritéS* (le journal), n'est-il pas contradictoire avec la constante et étroite intégration de *solidaritéS* (le mouvement politique) dans la « gauche plurielle » genevoise, électorale et gouvernementale, comme son frère et sa soeur siamois *solidaritéS-Neuchâtel* ?

Mercredi 15 mai 2002, 20h 15, salle des Vignerons, Buffet CFF Lausanne
Soirée débat sur la situation en France, avec Léonce Aguirre et Alain Bihre
Pour vous documenter sur la France, le Venezuela, l'Argentine, la Palestine,
la politique d'armement... visitez le site www.alencontre.org

Un vote sanction

Les résultats du 21 avril sont donc marqués par la **désaffection en masse à l'égard des deux compères** – la « gauche plurielle » et la droite parlementaire – qui cohabitent sous diverses formes depuis 1981, se partageant le pouvoir, la gestion... et les « affaires ». Cette sanction émane d'abord de salarié-e-s. La presse s'est soudain intéressée à « comprendre » ces « *ouvriers et employés qui ont sanctionné Jospin* » (*Libération*, 24.4.2002) ou « *ces travailleurs qui ont voté Le Pen* » (*Le Monde*, 25.4.2002). Des votes politiquement très bipolarisés, mais avec un vote à l'extrême droite, en partie, socialement et politiquement oscillant.

L'expropriation des droits

Les « gens qui peinent » ont le profond sentiment d'avoir été expropriés par un *establishment* politicien de la possibilité d'améliorer leur sort soit par des choix

politico-institutionnels, soit grâce à des luttes, soumises au chantage permanent de ne pas faire le lit de la droite.

Trois quarts des sondé-e-s, avant le 1^{er} tour, déclaraient ne pas voir la différence entre la gauche et la droite ! Droite parlementaire et « gauche plurielle » ont également accepté la dictature des intérêts privés d'une infime minorité sur le bien commun et les droits des salarié-e-s majoritaires. Quand Danone a fermé en 2001 les usines LU, Jospin et Chirac ont été unanimes pour dire... qu'il n'y avait rien à faire.

La droite parlementaire et la « gauche plurielle » ont ainsi étouffé le débat indispensable sur « quelle société nous voulons », qui devrait caractériser toute vraie démocratie où prévaut « *le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple* ». Ils lui ont substitué la politique spectacle, avec ses petites phrases, où les citoyen-ne-s sont réduits au rôle de public, bon à faire la claque.

« Gauche plurielle » faillie

En 1997, le premier geste du gouvernement Jospin a été de donner son feu vert au « traité d'Amsterdam » – dénoncé la veille! – qui enferme les pays membres de l'Union européenne (UE) dans le carcan néo-libéral. Pour échapper aux critiques et réactions populaires s'est défaussé sur l'UE, que pourtant il dirigeait avec ses compères. Sans perspectives d'une Europe sociale et socialiste, le repli de couches populaires sur le national-lepénisme était prévisible.

La « gauche plurielle » au gouvernement est ensuite allée de compromis et compromissions. (Il faut être conseiller national PS, pour tromper ou être trompé et oser déclarer que Jospin « a tenu les engagements qu'il avait pris », P.-Y. Maillard, *Le Temps* 20 avril 2002.) Elle a privatisé plus que la droite. Elle n'a rien fait pour brider le pouvoir patronal de licencié. Elle a multiplié les emplois hyper-précaires des jeunes pour « combattre le chômage ». Elle s'est adaptée aux propositions du Medef (le patronat français) pour une « refondation sociale », visant à liquider les droits des salarié-e-s, des retraités et des chômeurs. Elle a abandonné la taxe Tobin. Elle a repris à son compte le programme de la droite en matière de baisses des impôts ou de retraites (fonds de pension). Elle surenchérit sur l'insécurité. Quant aux 35 heures, le « clou social » du gouvernement Jospin, elles ont dégradé les conditions de travail, en donnant carte blanche aux employeurs pour imposer leur flexibilité.

Ce constat vaut pour toute la gauche social-libérale en Europe, ce qui rend encore plus désastreux les alliances politiques type gauche plurielle ou « alternative ». L'Europe social-libérale a réussi cet exploit : ouvrir partout la voie à une nouvelle vague de gouvernements de droite, aiguillonnés par des droites « social-nationalistes » : Espagne, Autriche, Italie, Portugal, Danemark ; demain peut-être Pays-Bas, Allemagne, Angleterre (voir abstention aux élections locales du 2 mai). En Suisse, la politique du Parti socialiste n'est pas pour rien dans le renforcement de l'UDC de Blocher : incrustation au Conseil fédéral et dans les exécutifs cantonaux et communaux (où le rejoignent, chaque fois

qu'ils le peuvent, les Verts, le PdT/POP, l'Alliance de gauche ou solidaritéS-Neuchâtel), soumission répétée au cadre bourgeois, cautions de M. Leuenberger au démantèlement de La Poste ou de Ruth Dreifuss à l'élévation de l'âge de la retraite des femmes...

« Votez escroc, pas facho » ?

Dès le soir du 1^{er} tour, une nouvelle sainte-alliance des « biens pensants » s'est formée. Elle incite sur tous les tons à voter Chirac contre Le Pen. La gauche plurielle – PS, PC, Verts – fait chorus. On peut douter d'un tel choix. Et même redouter qu'il n'ait à terme l'effet inverse (voir ci-contre les positions de la LCR et de LO, et le texte joint de la revue « Carré Rouge »).

Chirac est l'incarnation achevée des machineries politiques n'hésitant devant rien pour se maintenir au pouvoir. Chirac, super-menteur et super-escroc, est aussi le politicien qui a largement contribué à la « lepénisation des esprits » : des petites phrases sur les « odeurs » des immigrés en 1995 à l'huile jetée aujourd'hui sur le feu de l'insécurité. Chirac, c'est encore le président qui aux côtés de Juppé, en 1995, attaque la sécurité sociale, puis relaie tous les projets du Medef. Des représentants du patronat misent d'ailleurs sur le choc du 1^{er} tour et la réélection de Chirac pour imposer « des réformes visant [...], l'amélioration de la compétitivité et une réconciliation du peuple français avec la mondialisation » (Pierre Richard, patron de la banque Dexia, au *Financial Times*, 25.4.2002). L'unité républicaine a un objectif parmi d'autres : établir lors des législatives une chambre bleu horizon (avec une large majorité de la droite officielle), adossée à la nouvelle « légitimité présidentielle », pour imposer la « refondation sociale » du Medef.

Enfin, le slogan « Votez escroc, pas facho » – même s'il correspond à une envie sincère de « faire quelque chose » contre Le Pen – véhicule, derrière ses airs « sans illusion », un cynisme dangereux. Demain, celui-ci a toutes les chances de nourrir encore plus largement l'idée, chez celles et ceux qui se seront une nouvelle fois fait plumer, que, tous comptes faits, cela vaut peut-être la peine de faire l'expérience de « voter facho et pas escroc » pour essayer de s'en sortir...

Plan d'urgence

Après le second tour du 5 mai 2002, peut s'ouvrir le troisième tour social : la mobilisation sur les lieux de travail et dans la rue. Elle peut s'appuyer sur l'expérience collective récente de la mobilisation contre Le Pen. Elle puisera de même dans la pratique des luttes des dernières années, qui ont vu converger des générations de salarié-e-s. Ces luttes traduisaient le refus de considérer l'existant comme le seul possible. Elles portaient en elles des éléments d'émancipation sociale et de rupture avec le carcan de la mondialisation capitaliste.

Communiqué de la LCR .

Le Comité Central de la LCR s'est réuni dimanche 28 avril pour débattre de la situation politique née du 1^{er} tour de la Présidentielle, des mobilisations antifascistes et de la préparation de la manifestation unitaire du 1^{er} mai qui permettra de faire la liaison entre l'indispensable combat antifasciste et l'urgence des revendications du monde du travail.

Le CC de la Ligue confirme les positions adoptées par la LCR dès le 21 avril au soir et, dans ce cadre, rappelle la nécessité de barrer la route à l'extrême droite dans la rue comme dans les urnes. **Cela se traduira par voter contre Le Pen le dimanche 5 mai et préparer, dès le lundi 6 mai, les conditions d'un « Tous ensemble » contre la politique de Chirac.** - 28 avril 2002

Arlette Laguiller (LO)

Arlette Laguiller, porte-parole de Lutte Ouvrière réaffirme qu'elle n'appellera pas à l'abstention et que pas une voix du monde du travail ne doit se porter sur Le Pen. Mais elle se refuse à appeler à voter Chirac comme le fait toute la gauche qui s'enchaîne elle-même au char de Chirac, ce qui est grave pour le monde du travail, car cela laisse les mains libres à un homme qui représente ouvertement le patronat pour prétendre, à l'avenir, qu'il aura été plébiscité par l'ensemble de l'électorat. Ce ralliement à Chirac montre le peu de cas que les partis de gauche font de la différence entre eux-mêmes et les partis de la droite.

C'est pourquoi Lutte Ouvrière n'appelle pas à l'abstention mais appelle à se rendre aux urnes pour voter blanc ou nul. Ce qui comptera c'est que Le Pen obtienne le moins de voix possible, et Lutte Ouvrière y contribuera par une campagne contre Le Pen et ses idées dans la rue, dans les quartiers populaires et dans les entreprises. - 27 avril 2002

Le développement d'une telle dynamique sociale exige un **plan d'urgence pour l'émancipation sociale**, combattant la refondation sociale du Medef et répondant aux besoins de la majorité populaire : interdiction immédiate des licenciements, des statuts précaires et de la flexibilité patronale (annualisation, etc.); augmentation des salaires et des minima sociaux pour tout-e-s; régularisation des sans-papiers; défense de la sécurité sociale; programme de ré-extension de services publics conçus à l'échelle européenne, comme tout premier pas vers une Europe sociale et socialiste; socialisation des groupes industriels et financiers stratégiques pour la vie économique et sociale du pays et pour une politique de solidarité avec les populations de la périphérie. C'est dans la mobilisation sociale des semaines à venir, dans la convergence de secteurs syndicaux, d'associations (attac, Ras l'front, etc.) ainsi que des forces de la gauche radicale (LO, LCR) qu'une telle alternative peut se constituer.

C'est cette perspective d'une gauche de gauche que défendent les militantes et les militants qui ont décidé de constituer, en Suisse, le mouvement pour le socialisme (MPS). ■

Mouvement pour le socialisme

Je souhaite être informé-e des activités du MPS

Nom :

Prénom :

Rue et N° :

NPA, localité :

A renvoyer au MPS: cp 65, 1700 Fribourg; cp 209, 1211 Genève 4; cp 120, 1000 Lausanne 20; Postfach 2002, 4004 Basel; cp 2320, 6501 Bellinzzone; tél. 021 661 20 70, Postfach 8707, 8036 Zurich; fax 021 661 20 71 e-mail: mps-vd@fastnet.ch